



Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques

Les peuples autochtones ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Article 3 de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones

Recherche...

Espace adhérents

Login :

Mot de passe :

ok

QUI SOMMES
NOUS ?

AGENDA

ACTIONS
URGENTES

CAMPAGNES DE
SOLIDARITÉ

LA LETTRE DE
NITASSINAN

LA BOUTIQUE
SOLIDAIRE

LIENS

CONTACTS
ADHÉSION

[CAUCA] Un membre d'une communauté autochtone de Colombie a été assassiné probablement par des paramilitaires

publiée le 29/11/2011 par [CSIA-Nitassinan](#)



Réseau d'Echanges et de Communication pour la Vérité et la Vie

Bulletin d'information hebdomadaire Nous communiquons afin de réfléchir, décider, et agir

Notre Parole

Un membre d'une communauté autochtone de Colombie a été assassiné probablement par des paramilitaires.

Le disparu est un membre de la communauté autochtone du refuge de Toribio, les assassins présumés sont des paramilitaires. Cela s'est passé aux alentours de la propriété San Rafael, commune de Santander de Quilichao. Jusqu'à quand devons nous attendre pour que le gouvernement tienne ses promesses quand aux accords signés. Est ce qu'il attend qu'on extermine les autochtones avant d'agir ? **Aujourd'hui nous pleurons la mort de Luis Ever, combien de morts encore, devons nous prévoir, monsieur le Président ?**

Communiqué public

En 2007, et après de très grands efforts de la part des communautés autochtones regroupées dans l'Association de Conseils Municipaux autochtones du nord du Cauca, le gouvernement national représenté par le Ministère de l'Intérieur et de la Justice, nous fit don de la propriété San Rafael située dans la juridiction de la commune de Santander de Quilichao, en gage de totale réparation au peuple Nasa par rapport au massacre de Nilo.

A partir de ce moment là des désaccords ont existé entre les autochtones et les populations afrocolombiennes de la communauté de Mazamorrero, et cela sous les auspices du gouverneur du Cauca d'alors, Juan José Chaux Mosquera, celui-ci après avoir établi les communautés autochtones dans la propriété, déclara la région en tant que territoire des communautés afrocolombiennes.

Immédiatement les autorités autochtones et les représentants des communautés afrocolombiennes prévoyant de possibles contradictions entre les deux communautés entamèrent un dialogue afin d'arriver à un accord, en tenant compte que le don de cette propriété a été fait avec l'intention déguisée de rompre l'unité entre les deux communautés et de générer une confrontation directe.

L'entrevue donna comme résultat un accord de non agression et une gestion partagée pour engager le gouvernement national en ce qui concerne l'acquisition d'une autre propriété pour surmonter cette lamentable situation.

Malheureusement, et pour des motifs qui sont encore méconnus, le dimanche 21 mai alors que des membres de la communauté autochtone de Toribio se préparaient à semer sur la propriété, un groupe furieux de descendants africains attaquèrent les autochtones à l'arme blanche et armes à feu, acte lamentable qui eut pour résultat la mort d'un indien, plus trois blessés, et des dommages aux installations de la propriété.

Devant ces faits, autochtones et descendants africains se mirent d'accord avec le gouvernement national pour accélérer le processus de conciliation à la table des négociations afin de régler le litige, le gouvernement s'engagea à prendre les moyens nécessaires pour trouver une solution comme ils le notèrent dans les procès verbaux qu'ils dressèrent dans ce but, mais malheureusement et comme toujours ne demeurèrent que des paroles.

Dénouement fatal et tragédie pour les autochtones.

Six mois ont passé depuis la mise en route des pourparlers de négociation entre le gouvernement, les communautés autochtones, et les communautés afrocolombiennes pour sortir de cette lamentable situation sans résultat favorable, nous les communautés autochtones du nord du Cauca groupées dans la ACIN, pleurons la mort d'un autre membre de la communauté autochtone, évènement qui est arrivé dans le contexte de ce pénible et malheureux conflit.

Les faits

Vers 8 heures du matin le 23 novembre 2011, aux environs de la propriété San Rafael, située sur la commune de Santander de Quilichao, appartenant à la communauté du refuge autochtone de Toribio, quatre hommes armés, l'un d'eux masqué, - ceux-ci furent identifiés comme des membres de groupes paramilitaires - firent irruption sur la propriété et commencèrent à menacer de mort les personnes présentes, ils leur enlevèrent leurs portables, fouillèrent la maison avec le prétexte de chercher des armes, et en présence de ses proches menacèrent de mort Luis Ever Casamachin Yule âgé de 45 ans, ils l'attachèrent et l'emmenèrent avec brutalité dans une direction inconnue.

Selon la version de l'un des témoins, celui qui agissait comme un chef ordonna d'assassiner tous ceux qui habitaient la maison, celui qui était masqué réagit en s'opposant et en revanche ils se mirent à enfermer tout le reste de la famille dans une des pièces de la maison.

Au bout d'une heure approximativement en n'entendant aucun bruit aux alentours, l'épouse de Luis Ever réussit à faire une ouverture dans le toit et sortit allant prévenir le coordinateur du Programme Economique Climatique du Conseil Municipal qui était en train de travailler dans la partie basse de la propriété.



Immédiatement l'alerte à été donnée, le reste des membres de la communauté autochtone qui travaillaient sur la propriété réagirent, organisèrent des groupes de recherche dans tous les coins, et malheureusement vers 6 heures du soir approximativement auprès de la propriété ils trouvèrent le corps attaché et sans vie de Luis Ever.

En fonction de précédentes affaires dans la région, et à cause de leur façon d'opérer, nous accusons des groupes paramilitaires d'avoir commis ce crime.

Nous attendons toujours du gouvernement qu'il garantisse les conditions nécessaires pour surmonter ce litige comme c'était spécifié dans le processus défini dans le cadre des négociations entre les parties, 6 mois après les choses ne se sont pas déroulées favorablement, et ce ne fut pas par la volonté des communautés mais à cause de l'inefficacité du gouvernement, pour cette raison, l'Association des Municipalités Indigènes du nord du Cauca, ACIN, responsabilise catégoriquement le gouvernement pour les faits survenus aujourd'hui, et ceux qui ont eu lieu auparavant.

Dans ce sens, la ACIN, appelle avec force le gouvernement national pour qu'il tienne ses promesses de manière immédiate et concertée entre les parties, afin de résoudre une fois pour toutes ce lamentable litige, comme il est indiqué dans les accords, et éviter tout épanchement de sang supplémentaire entre des communautés fraternelles.

Nous exigeons de la justice ordinaire une rapide et productive procédure d'investigation pour trouver les responsables intellectuels et ceux qui ont agit dans l'assassinat d'un membre de communauté autochtone, Luis Ever Casamachin et leur appliquer tout le poids de la loi.

Nous appelons les défenseurs des Droits Humains pour qu'ils se manifestent face au gouvernement national sur ces faits qui ne permettent pas une coexistence digne sur le territoire, et pour qu'ils nous soutiennent dans notre recherche.

A 20h30, le Ministère Public refuse de faire la levée du corps de notre frère assassiné, une commission de la ACIN procède à la levée du cadavre, il n'y a même pas pour cela de collaboration avec la Justice de l'Etat.

CXAB WALA KIWE Association de Conseils Municipaux du Nord du Cauca-ACIN Santander de Quilichao Cauca, 23 novembre 2011



Réseau d'échanges et de communication pour la vérité et la vie -
ACIN Tejido de Comunicación y Relaciones Externas para la Verdad
y Vida - ACIN

✉ tejidocomunicacion@gmail.com www.nasaacin.org

Traduction : Marianne (CSIA-Nitassinan)



Indigenous Portal
Le CSIA-Nitassinan soutient *Indigenous Portal*,
le seul portail autochtone géré entièrement
par les peuples autochtones
www.indigenousportal.com
Site en langue anglaise, espagnole, française et russe

S'inscrire à la [Newsletter](#) :

votre email

12 octobre

Pour tout savoir sur la journée internationale de solidarité avec les peuples autochtones des Amériques, décrétée en 1977 par les organisations amérindiennes rassemblées à l'ONU. Journée célébrée en France chaque année par notre association.

Agenda

Agenda de la solidarité avec les autochtones des Amériques (conférences, débats, projections, manifestations, expositions...)

Actions urgentes

Pour participer activement aux campagnes urgentes de solidarité en terres amérindiennes et pour le droit des peuples autochtones...

Campagnes de solidarité

Toutes les campagnes de solidarité du CSIA-Nitassinan de l'Alaska à la Terre de Feu.

Rejoignez-nous

Rejoignez-nous dans la solidarité avec les peuples autochtones des Amériques. Adhérer, faire un don...

CSIA - NITASSINAN 21ter, rue Voltaire 75011 Paris - France - Tél. : +33 1 43 73 05 80 - info@csia-nitassinan.org

Mentions Légales - Conditions Générales de Vente -  - [aRCanes Web](#)